

1991

c 11 Assessment Statute Law Amendment Act, 1991/Loi de 1991 modifiant des lois concernant l'évaluation foncière

Ontario

This statute received Royal Assent during the part of the First Session of the Thirty-Fifth Legislature which was held in 1991, before the *Revised Statutes of Ontario, 1990* came into force. The statute as reproduced here has been revised pursuant to the *Statutes Revision Act, 1989* to reflect the changes that resulted from the coming into force of the *Revised Statutes of Ontario, 1990*. The Statutes as originally enacted are set out in Volume 1 of the *Statutes of Ontario, 1991*.

Cette loi a reçu la sanction royale au cours de la partie de la première session de la trente-cinquième législature qui s'est tenue en 1991, avant que les *Lois refondues de l'Ontario de 1990* sont entrées en vigueur. La loi reproduite ici a été refondue conformément à la *Loi de 1989 sur la refonte des lois* de manière à refléter les modifications résultant de l'entrée en vigueur des *Lois refondues de l'Ontario de 1990*. Le volume 1 des *Lois de l'Ontario de 1991* reproduit les lois sous la forme dans laquelle elles ont été adoptées.

© Queen's Printer for Ontario, 1991

Follow this and additional works at: http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/ontario_statutes

Bibliographic Citation

Assessment Statute Law Amendment Act, 1991/Loi de 1991 modifiant des lois concernant l'évaluation foncière, SO 1991, c 11

Repository Citation

Ontario (1991) "c 11 Assessment Statute Law Amendment Act, 1991/Loi de 1991 modifiant des lois concernant l'évaluation foncière," *Ontario: Annual Statutes*: Vol. 1991, Article 13.

Available at: http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/ontario_statutes/vol1991/iss2/13

CHAPTER 11

An Act to amend certain Acts respecting Assessment

Assented to June 27th, 1991

HER MAJESTY, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1.—(1) Subsection 15 (2) of the *Assessment Act* is repealed.

(2) Subsection 15 (6) of the Act is amended by striking out “or (2)” in the third line.

2. Subsection 16 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

(2) Subject to subsection (3), the list referred to in subsection (1) shall be prepared on the basis of information contained in the last enumeration, including updates thereto under subsection 15 (6).

3.—(1) Subsection 51 (1) of the Act is amended by adding at the beginning “In every fourth year, commencing in 1993”.

(2) Subsection 51 (3) of the Act is amended by inserting after “year” in the fourth line “referred to in subsection (1)”.

(3) Section 51 of the Act is amended by adding the following subsections:

(8) The equalized assessment and equalization factor published in *The Ontario Gazette* on the 14th day of July, 1990, as amended or adjusted after appeal, shall be the equalized assessment and equalization factor for each municipality and locality until a new equalized assessment and equalization factor is published in 1993.

(9) If the Ministry receives a request from the Ministry of Education, the Ministry of Municipal Affairs or the Ministry of Northern Development and Mines, it shall determine the equalized assessment and equalization factor for a municipality or locality,

- (a) if the municipality or locality has experienced a significant change in the assessment of rateable property; or
- (b) if merged area calculations are required to support county restructuring.

CHAPITRE 11

Loi modifiant certaines lois concernant l'évaluation foncière

Sanctionnée le 27 juin 1991

SA MAJESTÉ, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1 (1) Le paragraphe 15 (2) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est abrogé.

(2) Le paragraphe 15 (6) de la Loi est modifié par suppression de «ou (2)» à la quatrième ligne.

2 Le paragraphe 16 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

(2) Sous réserve du paragraphe (3), la liste visée au paragraphe (1) est dressée à partir des renseignements figurant dans le dernier recensement et comprend les mises à jour faites aux termes du paragraphe 15 (6).

3 (1) Le paragraphe 51 (1) de la Loi est modifié par insertion, au début du paragraphe, de «Tous les quatre ans, à partir de 1993,».

(2) Le paragraphe 51 (3) de la Loi est modifié par insertion, après «année» à la première ligne, de «visée au paragraphe (1)».

(3) L'article 51 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

(8) L'évaluation péréquée et le facteur de péréquation de chaque municipalité et localité qui sont publiés dans la *Gazette de l'Ontario* le 14 juillet 1990, tels qu'ils sont modifiés ou rectifiés à l'issue d'un appel, sont en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle évaluation péréquée et un nouveau facteur de péréquation soient publiés en 1993.

(9) S'il reçoit une demande à cet effet du ministère de l'Éducation, du ministère des Affaires municipales ou du ministère du Développement du Nord et des Mines, le ministère fixe l'évaluation péréquée et le facteur de péréquation d'une municipalité ou d'une localité donnée dans les cas suivants :

- a) l'évaluation des biens imposables dans la municipalité ou la localité a considérablement changé;
- b) les secteurs fusionnés doivent faire l'objet de nouveaux calculs à la suite de la réorganisation d'un comté.

Preparation
of list

Préparation
de la liste

Transition

Transition

Exception

Exception

Publication

(10) The equalized assessment and equalization factor determined under subsection (9) shall be published in *The Ontario Gazette* and replaces the equalized assessment and equalization factor last published for the municipality or locality.

4. Section 12 of the *Ontario Unconditional Grants Act* is repealed.

5. The *Municipal Act* is amended by adding the following section:

Definitions

366.1—(1) In this section,

“area municipality” means an area municipality as defined in any Act establishing a metropolitan, regional or district municipality and in the *County of Oxford Act*; (“municipalité de secteur”)

“commercial assessment” has the same meaning as in section 370; (“évaluation des industries et des commerces”)

“district board” means a district welfare administration board established under the *District Welfare Administration Boards Act* or a board of management established under the *Homes for the Aged and Rest Homes Act*; (“conseil de district”)

“lower tier municipality” means a city, town, village, township or improvement district; (“municipalité de palier inférieur”)

“merged area” means a merged area as defined in an Act establishing a regional municipality; (“secteur fusionné”)

“regional municipality” means a metropolitan, regional or district municipality as defined in the Act establishing the municipality and includes the County of Oxford; (“municipalité régionale”)

“residential and farm assessment” has the same meaning as in section 370; (“évaluation résidentielle et agricole”)

“supporting municipality” means,

- (a) an area municipality,
- (b) a municipality required to provide money to a county for county purposes under subsection 366 (6), and
- (c) a municipality that is located wholly or partly within an area under the jurisdiction of a district board or a conservation authority and against which an apportionment utilizing equalized assessment is to be made in any year by the district board or conservation authority; (“municipalité participante”)

“upper tier municipality” means a county or regional municipality. (“municipalité de palier supérieur”)

Publication

(10) L'évaluation péréquée et le facteur de péréquation fixés aux termes du paragraphe (9) sont publiés dans la *Gazette de l'Ontario* et remplacent alors les derniers qui avaient été publiés pour la municipalité ou la localité.

4 L'article 12 de la *Loi sur les subventions aux municipalités de l'Ontario* est abrogé.

5 La *Loi sur les municipalités* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Définitions

366.1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

«conseil de district» Conseil d'administration de district de l'aide sociale créé en vertu de la *Loi sur les conseils d'administration de district de l'aide sociale* ou conseil de gestion créé en vertu de la *Loi sur les foyers pour personnes âgées et les maisons de repos*. («district board»)

«évaluation des industries et des commerces» S'entend au sens de l'article 370. («commercial assessment»)

«évaluation résidentielle et agricole» S'entend au sens de l'article 370. («residential and farm assessment»)

«municipalité de palier inférieur» Cité, ville, village, canton ou district en voie d'organisation. («lower tier municipality»)

«municipalité de palier supérieur» Comté ou municipalité régionale. («upper tier municipality»)

«municipalité de secteur» Municipalité de secteur au sens de la *Loi sur le comté d'Oxford* et des lois portant création d'une municipalité de communauté urbaine, d'une municipalité régionale ou d'une municipalité de district. («area municipality»)

«municipalité participante» S'entend :

- a) d'une municipalité de secteur;
- b) d'une municipalité tenue de fournir des fonds à un comté, aux fins de celui-ci, aux termes du paragraphe 366 (6);
- c) d'une municipalité qui se situe en tout ou en partie dans un secteur relevant de la compétence d'un conseil de district ou d'un office de protection de la nature et à l'égard de laquelle celui-ci doit faire, au cours d'une année, une répartition basée sur l'évaluation qui fait l'objet de la péréquation. («supporting municipality»)

«municipalité régionale» Municipalité de communauté urbaine, municipalité régionale ou municipalité de district au sens de la loi en portant création. S'entend en

		<p>autre du comté d'Oxford. («regional municipality»)</p> <p>«secteur fusionné» Secteur fusionné au sens des lois portant création d'une municipalité régionale. («merged area»)</p>	
Regulations	<p>(2) Despite this Act or any other general or special Act, the Lieutenant Governor in Council may, each year by regulation, prescribe the basis on which apportionments, levies and requisitions are to be made by the councils of upper and lower tier municipalities and by any local board, or class thereof, specified in the regulation.</p>	<p>(2) Malgré la présente loi et toute autre loi générale ou spéciale, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire chaque année l'assiette sur laquelle doivent reposer les répartitions, les impôts et les réquisitions des conseils des municipalités de palier inférieur ou supérieur et des conseils locaux, ou d'une catégorie de ces conseils, précisés dans le règlement.</p>	Règlements
Retroactivity	<p>(3) A regulation is, if it so provides, effective with reference to a period before it is filed.</p>	<p>(3) Les règlements ont un effet rétroactif s'ils comportent une disposition en ce sens.</p>	Rétroactivité
Application for review	<p>(4) Where, in respect of any year, the council of a supporting municipality is of the opinion that an apportionment made pursuant to a regulation made under subsection (2) is incorrect because of,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) an error or omission in the amount of the residential and farm assessment or commercial assessment of one or more supporting municipalities; (b) an error or omission in the application of a factor used to equalize the residential and farm assessment or commercial assessment of one or more supporting municipalities; (c) an error or omission in a calculation; or (d) the failure to apply one or more provisions of the regulation, <p>the council may apply to the Ministry within thirty days after notice of the apportionment was sent to the supporting municipality for a review to determine the correct proportion of the apportionments, levies or requisitions that each supporting municipality or part thereof shall bear in each year.</p>	<p>(4) Le conseil d'une municipalité participante qui est d'avis que la répartition effectuée pour une année aux termes d'un règlement pris en application du paragraphe (2) n'est pas exacte pour l'un des motifs suivants peut, dans les trente jours de l'envoi de l'avis de répartition qui lui est destiné, demander au ministère de procéder à une révision afin de fixer la part exacte des répartitions, des impôts ou des réquisitions qui revient à chaque municipalité participante, ou partie de celle-ci, chaque année :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il existe une erreur ou une omission dans le montant de l'évaluation résidentielle et agricole ou de l'évaluation des industries et des commerces d'une ou de plusieurs municipalités participantes; b) il existe une erreur ou une omission dans l'application d'un facteur servant à la péréquation de l'évaluation résidentielle et agricole ou de l'évaluation des industries et des commerces d'une ou de plusieurs municipalités participantes; c) il existe une erreur ou une omission dans des calculs; d) une ou plusieurs dispositions du règlement n'ont pas été appliquées. 	Demande de révision
Appeal to Municipal Board	<p>(5) Any supporting municipality that is dissatisfied with the decision resulting from the Ministry review may, within thirty days after notice of the review was sent to the municipality, appeal in writing to the Municipal Board.</p>	<p>(5) La municipalité participante qui n'est pas satisfaite de la décision prise à l'issue de la révision effectuée par le ministère peut, dans les trente jours de l'envoi de l'avis de révision qui lui est destiné, interjeter appel, par écrit, devant la Commission des affaires municipales.</p>	Appel interjeté devant la Commission des affaires municipales
Commencement	<p>6. This Act shall be deemed to have come into force on the 1st day of January, 1991.</p>	<p>6 La présente loi est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1991.</p>	Entrée en vigueur
Short title	<p>7. The short title of this Act is the <i>Assessment Statute Law Amendment Act, 1991</i>.</p>	<p>7 Le titre abrégé de la présente loi est <i>Loi de 1991 modifiant des lois concernant l'évaluation foncière</i>.</p>	Titre abrégé

